

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 22 FÉVRIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 22 février 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	14	3

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 24/02/024**

**PROTOCOLE RELATIF AU  
BILAN DE CLOTURE DE LA  
CONCESSION PLAISANCE  
ACCORDEE A LA CHAMBRE  
DE COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE DU VAR  
LE 2 JUILLET 1971 ET  
ARRIVEE A SON TERME LE  
31 DECEMBRE 2023**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Olivier CHARLOIS ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT, Mme Valérie RIALAND ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL.

**ABSENTS :**

M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI.

## **Séance Publique du 22 février 2024**

**N° D' O R D R E : 24/02/024**

**O B J E T : PROTOCOLE RELATIF AU BILAN DE CLOTURE DE LA  
CONCESSION PLAISANCE ACCORDEE A LA  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR  
LE 2 JUILLET 1971 ET ARRIVEE A SON TERME LE 31  
DECEMBRE 2023**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le contrat de concession pour l'établissement et l'exploitation des ports de plaisance de l'établissement maritime de Toulon, confiée à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV) le 2 juillet 1971, arrivé à son terme le 31 décembre 2023,

**VU** le projet de protocole relatif au bilan de clôture de la concession plaisance ci-annexé,

**VU** l'avis de la Commission Ports en date du 12 février 2024,

**CONSIDERANT** que le contrat de concession de Service Public pour l'exploitation des ports de plaisance entre la Métropole TPM et la CCIV est arrivé à son terme le 31 décembre 2023,

**CONSIDERANT** qu'afin de fixer les modalités de clôture du contrat il convient d'établir un protocole relatif au bilan de clôture de la concession plaisance,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer le protocole relatif au bilan de clôture de la concession plaisance, ainsi que tout acte y afférent.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires au dénouement financier du présent protocole seront inscrits sur le Budget Principal.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Philippe LEROY.

**PROTOCOLE RELATIF AU**  
**BILAN DE CLOTURE DE LA CONCESSION PLAISANCE**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**Toulon Provence Méditerranée,**

Dont le siège est situé 107 Boulevard Henri FABRE – 83000 TOULON

Représentée par son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes par une délibération du Conseil Métropolitain en date du

**Ci-après dénommée : « TPM » ou « le Concédant »,**

**D'une part ;**

**ET**

**La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,**

Etablissement Public créé par ordonnance du 13 Juin 1833, régie par les dispositions du titre premier du livre septième du Code de Commerce, domicilié en son hôtel, sis à Toulon, Palais de la Bourse, 236 Boulevard du Maréchal Leclerc.

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Basil GERTIS, élu à cette fonction au terme d'un vote de l'Assemblée Générale du 23 Novembre 2021 et dûment habilité aux fins des présentes par une décision de l'Assemblée Générale en date du 30 Novembre 2023.

**Ci-après dénommée : « CCIV » ou « le Concessionnaire »,**

**D'autre part ;**

Les soussignés de première et deuxième parts ci-après désignés « les Parties » ou, individuellement, une « Partie ».

## **APRES AVOIR EXPOSE QUE :**

Par arrêté du 2 juillet 1971 et pour une durée de 50 ans, le Préfet du Var a concédé à la CCI du Var l'aménagement et l'exploitation des bassins de plaisance (scission du cahier des charges initial portant sur l'ensemble du périmètre commerce et plaisance) – ci-après la « Concession ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, en application de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe), la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) est l'autorité concédante des bassins de plaisance.

La Concession prendra fin le 31 décembre 2023.

Par une délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil métropolitain de Toulon Métropole Méditerranée a approuvé le nouveau contrat de concession qui entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

A ce titre, en prévision du terme normal de la Concession en cours, les Parties se sont donc rapprochées afin d'identifier les éléments propres à l'établissement du futur bilan de clôture.

## **EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Transfert des biens et reprise des emprunts.**

#### **Article 1.1 : Biens de retour**

En application de l'article 45, du cahier des charges de la Concession, à l'expiration de la concession, TPM reprendra tous les biens de retour.

En contrepartie, TPM s'engage à rembourser à la CCIV le solde des emprunts contractés par la CCIV antérieurement au transfert de l'exploitation, dûment approuvés par TPM ou les précédentes autorités concédantes et régulièrement affectés aux biens de la concession.

Le montant des intérêts courus non échus au 31/12/2023, dénommés ICNE y compris le cas échéant le montant des frais de rupture viendra en déduction du capital des emprunts restant dus.

Un état détaillé des emprunts repris par TPM et du calcul desdits ICNE sera communiqué à TPM au plus tard le 05/01/24 pour validation sous 10 jours, l'absence de retour de TPM valant accord.

La CCIV communiquera à TPM la demande de paiement relative à la reprise des emprunts dus corrigée des ICNE au plus tard le 15 janvier 2024.

Le délai de remboursement par TPM à la CCIV du capital restant dû au titre des emprunts corrigé des ICNE est fixé au plus tard au 28 février 2024.

Par ailleurs, TPM dispose de la possibilité, sous réserve d'en informer la CCIV avant le 31/12/2023, de se substituer à la CCIV au titre des emprunts visés ci-avant, sous réserve de l'acceptation des établissements bancaires. Cette substitution fera l'objet d'une convention spécifique.

Dans tous les cas, les échéances des emprunts visés ci-avant et couvrant une période postérieure à l'expiration de la concession que la CCIV pourrait être amenée à acquitter, feront l'objet d'un appel de fonds, par la CCIV auprès de TPM pour un remboursement à l'euro l'euro, capital et intérêts, dans un délai de 30 jours au plus tard à compter de la date d'appel de fonds.

Chaque appel de fonds sera réalisé à l'appui du justificatif bancaire de l'échéance payée. TPM s'engage en outre à verser à la CCIV tous frais supplémentaires qui pourraient être facturés à cette dernière dans le cadre du traitement de ces emprunts.

#### **Article 1.2 : Biens propres**

Les biens propres du concessionnaire peuvent, d'un commun accord entre les parties, être rachetés par TPM ou l'exploitant par elle désignée dès lors que ce rachat présente un intérêt pour la poursuite de l'exploitation et ce jusqu'au 31 mars 2024.

L'indemnité de rachat est alors déterminée en fonction de la valeur vénale.

#### **Article 2 – Sort de l'excédent du fonds de roulement**

L'excédent du fonds de roulement correspond à la trésorerie disponible en fin de concession, après opérations de transfert et apurement des dettes et créances nées antérieurement au 31/12/2023.

A la suite des discussions engagées entre les parties et sans accord à ce jour sur le sort de l'excédent du fonds de roulement, il est convenu de recourir aux services d'un médiateur. Pour mémoire, les positions des parties sont les suivantes :

- Pour TPM, en application de l'article 45 du cahier des charges de la Concession, la CCI doit verser à TPM l'excédent du fonds de roulement de la Concession.
- Pour la CCI, l'excédent de trésorerie correspond au solde de trésorerie après déduction, le cas échéant, de la rémunération in fine du concessionnaire que la CCI est en droit de percevoir au titre de l'exécution de la concession.

En cas d'accord entre les parties sur le sort de l'excédent du fonds de roulement, matérialisé par une convention spécifique, les opérations financières afférentes auxdits accords seront effectuées sous deux mois.

#### **Article 4 - Solde financier**

L'ensemble des flux financiers générés par les différentes opérations définies ci-avant donnera lieu à l'établissement d'un avenant au présent Protocole entre les parties, ce dernier devant intervenir et être conclu au plus tard le 31 juillet 2024.

Dans ce cadre, la CCI produira un bilan de clôture de la Concession complété par une annexe présentant les règles et méthodes comptables appliquées (cf article 5)

A compter de la réception du bilan de clôture émanant de la CCI, TPM en vérifie la régularité au regard des stipulations du présent Protocole. A cet effet, elle se réserve la possibilité de demander la communication de tout document justificatif ou information complémentaire.

Si le bilan de clôture n'est pas accepté pour non-respect des dispositions du présent Protocole, la CCIV est mise en demeure, par lettre motivée de TPM, envoyée par recommandée avec accusé de réception, de le modifier ou le compléter, ou d'apporter la preuve de sa régularité ; et ce dans un délai de (30) trente jours calendaires à compter de la réception de ladite lettre de mise en demeure.

Si le bilan de clôture de la Concession est accepté, TPM en informera la CCI par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trente (30) jours

#### **Article 5 - Comptes annuels**

La CCI du Var remettra à TPM les états réglementaires destinés au concessionnaire correspondant aux comptes annuels 2023 au plus tard dans les 15 jours suivant leur adoption par l'Assemblée générale de la CCIV, sous réserve de leur approbation au plus tard le 31/07/2024 par l'Autorité de Tutelle.

Compte tenu des délais de validation et de réalisation de certaines opérations et des obligations en matière de rattachement aux exercices comptables, les dernières opérations de la concession feront l'objet d'inscriptions dans les comptes annuels 2024.

#### **Article 6 - Confidentialité**

Les Parties conviennent de tenir confidentiel le contenu du présent protocole, et n'en communiquer copie que dans la seule hypothèse d'obligation légale ou de décision de justice, ou encore dans la mesure où cette communication est nécessaire aux fins de faire valoir les droits en découlant.

Toutes notifications entre les Parties seront valablement faites par lettre recommandée - ou tout autre courrier - remise contre accusé de réception, et seront réputées reçues à la date apposée par le destinataire sur le récépissé en cas de remise en mains propres ou à la date de première présentation du courrier recommandé.



Pour l'exécution des présentes et leur suite, les parties font éléction de domicile en leur demeure et siège social respectif, où toutes notifications devront être faites.

#### **Article 7 - Responsabilité**

Chaque Partie demeure responsable à l'égard des autres Parties des dommages directs encourus par l'une ou les autres Parties en cas de manquement à l'une quelconque de ses obligations au titre du présent protocole.

#### **Article 8 - Entrée en vigueur – terme du présent protocole**

Le présent protocole entrera en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble des Parties.

Il prendra fin :

- a) Dès l'extinction des droits et obligations des Parties ;
- b) Soit par accord mutuel écrit entre les Parties.

#### **Article 9 – Loi applicable**

Le présent protocole est régi, pour sa validité, son interprétation et son exécution, par le droit français.

#### **Article 10 – Réclamations et litiges**

En cas de litige découlant ou lié au présent Protocole ou d'un manquement à ce dernier, la Partie intéressée présente un mémoire motivé en lien avec le différend opposant les Parties et, sur cette base, par l'intermédiaire de leurs Directions Générales ou les personnes désignées par eux, les parties feront tout leur possible pour résoudre le litige à l'amiable.

Si les Parties au litige n'arrivent pas à résoudre le litige à l'amiable dans un délai de 3 mois consécutif à compter de la réception d'un courrier de l'une quelconque des Parties au litige établissant les circonstances du différend, le litige pourra être soumis exclusivement au Tribunal administratif de Toulon.

#### **Article 11 - Absence de renonciation**

Le défaut d'exercice, partiel ou total, par l'une des Parties de l'un quelconque des droits résultant des termes du présent protocole, ne vaudra pas renonciation au bénéfice de ce droit pour l'avenir ou à tout autre droit résultant des présentes.

#### **Article 12 – Autonomie des stipulations**

Dans le cas où une disposition du présent protocole venait à devenir invalide, illégale ou inapplicable, celle-ci sera considérée comme nulle et non avenue mais les dispositions restantes conserveront leur plein effet. La disposition devenue illégale ou inapplicable sera remplacée par une disposition valable, légale, applicable et acceptable par les Parties et qui sera le plus

proche possible de l'intention des Parties exprimée dans la disposition devenue invalide, illégale ou inapplicable.

Si l'une quelconque des stipulations du présent Protocole se révélait nulle, illégale, inopposable ou inapplicable d'une manière quelconque, la validité des autres stipulations et le fait qu'elles soient susceptibles d'exécution ne serait en aucune manière affectée ni compromise. Aucune des Parties ne peut réclamer à l'autre de dommages et intérêts de ce chef. Si l'une quelconque des stipulations du présent Protocole se révélait nulle, illégale, inopposable ou inapplicable les Parties se réuniront afin de lui substituer une disposition légalement et/ou commercialement admissible reflétant la volonté des Parties et dans l'esprit de la stipulation initiale.

### **Article 13 – Dispositions fiscales et sociales**

La CCI assume les conséquences de tout redressement fiscal éventuel, y compris les pénalités, concernant la gestion qui lui est déléguée au titre de la Concession et qui relève de ses obligations propres. En revanche, sa responsabilité ne saurait être recherchée pour ce qui relève des conséquences qui résulteraient des choix faits par TPM en matière fiscale, notamment pour ce qui concerne le régime applicable des impôts directs locaux.

Tout redressements de l'administration fiscale ou des organismes sociaux en principal, intérêts et pénalités trouvant son origine sur la période d'exploitation de la concession par la CCI seront couverts en priorité par la trésorerie disponible arrêtée à la fin de la concession.

La responsabilité de la CCIV ne saurait être recherchée pour ce qui relève des conséquences qui résulteraient des choix faits par TPM en matière fiscale, notamment pour ce qui concerne le régime applicable des impôts directs locaux ainsi qu'en matière sociale.

### **Article 14 – Election du domicile**

Pour l'exécution des présentes ainsi que leurs suites, les parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges indiqués en têtes des présentes.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que 15 jours après lui avoir été dûment notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Fait à .....

Le .....

En 2 exemplaires,

POUR TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

POUR LA CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DU VAR

  
Basil GERTIS